

ANARCHO SYNDICALISME !

ISSN 1240-0009
CCPAP 0926 S89086

... Le 1er Mai n'est pas la fête du travail, mais la journée de lutte des travailleurs du monde entier ...

Edito

- Esclave salarié !
- Monde du travail**
- Jeux olympiques et paralympiques: Volonaire ou vrai salarié ?
- J.O. et paralympiques: zone de non-droit syndical !

Théorie

- Abolir l'état.
- A propos de l'antifascisme...

Courrier des lecteurs

- Bruits de bottes !
- Faire avec l'école pour notre projet anarchiste.
- A propos de l'éducation.
- L'assemblée antimilitariste anticapitaliste.
- Être gouverné.

Féminisme

- IVG: opération "récup" et rideau de fumée constitutionnel...

Repères

- Impressions sur la commémoration de Puig Antich.

Antimilitarisme

- Hiroshima, mon souci.

International

- Contre les massacres, soutenons les jeunes déserteurs Israéliens.
- A propos de la situation en Haïti .
- Barbarie au soudan.

2 EUROS /// N°186
MAR - AVR 2024

Les Martyrs de Chicago

DESSIN: OCT



Samuel Fielden

Le 4 mai 1886, à Chicago, une bombe éclate à Haymarket Square, au cours d'une réunion des travailleurs en lutte pour les huit heures. La police tire sur les grévistes, qui répliquent. Des dizaines de morts et de blessés restent sur le carreau.



Oscar Neebe



Adolph Fischer



Michael Schwab



Louis Lingg

Accusés d'avoir incité aux violences, les anarchistes August Spies, Albert R. Parsons, Louis Lingg, Adolph Fischer et George Engel seront condamnés à la pendaison le 11 novembre 1887. Ils seront réhabilités le 26 juin 1893.



George Engel



Albert R. Parsons



August Spies

Esclave salarié !

Quand j'avais environ 25 ans je travaillais en CDD, dans l'industrie pétrolière, un contrat de neuf mois, renouvelable, puis arrive la crise du pétrole, l'usine pour laquelle je bossais a commencé à virer les intérimaires, puis très vite, s'est attaquée aux divers contrats dit précaires, en cours à l'époque, et bien entendu aux CDD. J'ai donc été licencié avant la fin de mon premier contrat (7 mois et demi), en étant en CDD. Le licenciement s'est fait tranquillement sans que quasiment personne - et surtout les syndicats - ne trouve rien à redire. FO et la CGT, avaient fait passer la pilule, par un pseudo mouvement de protestation dans l'enceinte de l'usine ; mais dans le même temps elles répondaient présentes à la consultation de la Direction sur ces licenciements et ne s'y opposaient pas. La Direction avait aussi consulté l'Inspection du travail qui avait donné également son accord. Et c'est ainsi nous avons tous été foutus dehors avec l'aval de l'inspection du travail et des syndicats, qui d'ailleurs nous avaient carrément dit que les jeunes ils s'en foutaient ! Que nous ne comptions pas vraiment puisque nous étions jeunes et que nous retrouverions du boulot facilement.

Cette mésaventure peut paraître incroyable, et tellement banale en même temps, mais dans le monde du travail et en particulier dans l'industrie, un ouvrier, ne peut s'attendre à rien d'autre, dans les traitements et les humiliations qu'il peut subir de la part des employeurs ; la seule manière de pouvoir relever la tête est de s'organiser et de lutter pied à pied, en sachant que les méthodes traditionnelles, légalistes et encadrées par des syndicats sont strictes. Un ouvrier qui combat n'a pas souvent d'autres choix que la grève, et les grèves sont réglementées : la seule chose autorisée reste le simple arrêt de travail, presque tout autre type de grève est interdit, autrement dit c'est extrêmement limité (1). Un ouvrier ou un employé, au boulot ne reçoit que des injonctions, et des ordres, il est à la merci des patrons, des fluctuations du marché du travail, bossant souvent dans des usines chantiers ou bureaux, où les conditions de travail plus ou moins précaires, à l'origine de maladies, et accidents professionnels..

Il est couramment admis dans la société que l'exploitation n'existerait plus, que tout cela n'était valable qu'au temps de Zola et Germinal, ou bien dans certaines régions du monde où nos vêtements sont confectionnés. En fait il n'en est rien.

Il faut bien comprendre qu'à partir du moment où l'on 'on travaille pour un tiers, qu'on signe un contrat d'embauche, pour un salaire, pour pouvoir gagner sa vie, c'est déjà de l'exploitation. Dans l'entreprise où je bosse, nous avons régulièrement dans l'année des heures supplémentaires imposées. Logiquement et suivant le Code du travail, personne ne peut être obligé de faire des heures sup. Mais si l'employeur le demande et qu'il fait ce qu'il faut faire au niveau réglementaire, eh bien, en tant que salarié, vous ne pouvez pas refuser et vous êtes bien obligé d'effectuer ces heures supplémentaires. L'interprétation du Code du travail est renforcée par la jurisprudence (c'est-à-dire l'ensemble des jugements pris en application de la Loi et du Code du Travail) qui donne quasi toujours raison au patron ; vous ne pouvez pas la contester, auquel cas vous vous exposez à quelques complications.

Et il est plus que probable que le Code du travail est rempli de petits alinéas et autres dérogations qui permettent ce genre d'interprétation. Il suffit de lire des comptes rendus de procès, aux Prud'hommes ou au Civil, pour voir que la jurisprudence donne généralement raison aux employeurs.

Dans la même entreprise où je vais quotidiennement gagner ma pitance, les cadres dirigeants font appel depuis bientôt trois ans aux prestataires de service, qui missionnent une sorte d'intérimaires, mais salariés d'une autre entreprise, à temps complet et à l'année, qui exécutent toutes les heures supplémentaires imaginables et inimaginables (parfois à coup de 12/jours, parfois plus). Il est quand même remarquable que l'esclavage économique auquel nous sommes confrontés, poussent des ouvriers à bosser bien au-delà d'une semaine à 35h.

Ces intérimaires qui pensent être libres au TAF, profitent bien à la Direction, puisque non seulement ils bossent et ne comptent pas leurs heures, mais en plus, indirectement incitent celle-ci à nous pousser au cul, et nous mettre en concurrence entre travailleurs, pour que nous produisions encore plus, avec bien entendu des salaires qui ne suivent pas. Force est de constater que ceci, c'est de l'exploitation de notre

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

contactez nous directement par mail à l'adresse ci dessus.

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 186 / MAR - AVR 2024 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle, journal du réseau CNT-AIT
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 28 Avril 2024 sur les presses d'Axion-
Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme!
Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Pour tout problème d'abonnement:

contactez nous directement par mail:

contact@cntaitoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme! est le journal du réseau de la CNT AIT. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblés par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs, après leurs heures de travail. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:

Anarchosyndicalisme!
7, rue St Remesy, 31000
Toulouse
tel: 05.61.52.86.48
permanence tout les
samedi de 17 H à 19 H

facebook:

@cnt.ait.toulouse

@chats.noirs.turbulents (Paris)

perpignan@cnt-ait.info

initiative.03@cnt-ait.info

<https://cntait03.wordpress.com>

Facebook : @juan.arkista.1

twitter:

@cntaittoulouse

@CNTAIT (Paris)

initiative CNT-AIT Rodez
écrire au journal

adresse mail de S.I.A

solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com

SIA-toulouse@riseup.net

facebook.com/Solidarité-Internationale-Antifasciste

Toulouse

force de travail qui ne dit pas son nom, mais de l'exploitation quand même.

L'ouvrier, l'employé, la personne qui vend sa force de travail à un employeur est – par définition – un travailleur, L'ouvrier comme l'employé doit travailler et donc cracher de la valeur et du rendement, suer du Capital. Sur le lieu de travail, l'ouvrier ou l'employé n'est libre de rien, ni propriétaire de rien, même pas de ce qu'il manipule. Ce sont qu'on appelle des « prolétaires » : qui ne possèdent rien exceptées leur force et capacité de travail.

Une certaine propagande libérale, qui infuse tous les médias et la société en général depuis des dizaines d'années, veut nous faire croire que les prolétaires sont les égaux de leur propres patrons, qu'ils ont les mêmes intérêts économiques qu'eux dans l'usine ou dans la vie quotidienne. On nous dit que les prolétaires aussi sont maîtres de leur vie, et que, s'ils ne sont pas contents de leur boulot, ils peuvent changer de boîte, quand ils le veulent en traversant la rue. Toute cette propagande a tellement infusée que certains travailleurs adhèrent complètement aux diktats de l'économie internationale et s'imaginent que la place et la position de ceux qui les exploitent n'est pas si facile, qu'on devrait les remercier. Ils croient vivre en démocratie, alors que en réalité la démocratie ils la laissent tous les matins devant le portail de l'usine, du chantier ou du bureau.

Pendant le temps de travail, le travailleur, consomme des matières premières et utilise des machines qui produisent de la valeur et de l'enrichissement, Sa force de travail sera utilisée et réutilisée jusqu'à user le salarié jusqu'à la corde, en retardant l'âge de départ à la retraite.

Ne nous y trompons pas, un ouvrier qui a commencé à bosser dès ses 16 ans, quand il arrivera à l'âge légal, de départ à la retraite c'est à dire 64 ans, et probablement plus pour beaucoup d'entre nous, ira directement de l'usine au cimetière. Ainsi les capitalistes font des économies sur notre espérance de vie. C'est abject ! Plus que jamais, la Révolution reste à faire !

(1) Sont notamment interdites les grève du zèle, les grèves perlées, tournantes etc ...
cf. Techniques de luttes <http://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>

POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

– une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire – en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?

– et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

– Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).

– En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

Jeux olympiques et paralympiques : Volontaire... ou vrai salarié ?

LES JEUX OLYMPIQUES VOUS EMPLOIENT, VOUS AVEZ DES DROITS ET DES RECOURS, EXERCEZ-LES !

La jurisprudence définit le bénévolat comme l'aide apportée de manière spontanée, de plein gré, sans aucun lien de subordination, au profit d'organismes sans but lucratif. Le travail effectué ne doit pas permettre de pourvoir des postes indispensables au fonctionnement de la structure qui en bénéficie.

Vous devriez donc pouvoir choisir vous-même vos horaires de travail, choisir et gérer vos activités, y participer selon votre bon vouloir et selon les modalités que vous déterminez vous-même. Vous ne pouvez pas non plus être sanctionné.

La charte du volontariat olympique et paralympique prévoit exactement l'inverse, à savoir :

- une liste de missions et fonctions précisément définies
 - le port obligatoire d'un uniforme
 - une durée minimale d'engagement
 - l'organisation de sessions de formation préalables
 - le respect des consignes délivrées par Paris 2024
 - une coordination du travail par des chef-fes d'équipe
 - l'existence de contraintes concernant la durée des missions, les horaires de travail, les plannings
 - l'application des dispositions légales sur les temps de repos et les durées maximales du travail des salariés de droit privé
- « toute mesure adéquate » à votre rencontre y compris le retrait de votre accréditation et/ou de l'uniforme en cas de violation de la charte.

En outre, la charte indique que plusieurs missions se feront sous la supervision d'Omega (équipier, opérateur tableau d'affichage, statisticien, opérateur chronométrage et notation) qui est une entreprise privée d'horlogerie de luxe et qui va donc bénéficier de votre travail gratuit sans avoir à embaucher ni rien payer !

Nous voyons dans le volontariat des Jeux olympiques les indices

d'une relation salariée, caractérisée par l'exécution d'un travail sous l'autorité d'un organisme qui l'organise de manière unilatérale, qui va vous donner des consignes, contrôler votre travail et vous sanctionner le cas échéant... La charte n'est finalement qu'un règlement intérieur !

Or l'organisation des Jeux olympiques serait tout simplement impossible sans le travail gratuit pour lequel vous avez été recruté. Il s'agit d'un choix politique : rémunérer 45 000 personnes à temps plein pendant un mois au SMIC coûterait moins de 100 millions d'euros et 1% du budget des Jeux olympiques !

Ceci a des conséquences concrètes pour vous : Les frais de transport, repas, hébergement sont intégralement à votre charge, vous ne recevez pas de rémunération, aucune cotisation n'est versée, le code du travail ne s'applique pas, vous ne bénéficiez pas de la législation sur les accidents du travail. Ce sont autant de choses qui vous seraient dues dans le cas d'une embauche.

Le travail gratuit peut être analysé en travail dissimulé et peut être requalifié en salariat par le conseil des prud'hommes.

Ne restez pas seules ou seuls ! Vous avez des recours !

Pour cela, vous pouvez vous faire aider :

nous contacter à

benevolesjopsyndicats@protonmail.com

À l'initiative de Saccage 2024 et de plusieurs syndicats (CGT-TEFP, ASSO-Solidaires, CNT Région Parisienne, Solidaires 93, et d'autres ...)

Une initiative en direction des « volontaires » des JO à laquelle la CNT-AIT Paris Banlieue participe

Tract à télécharger au format PDF : <http://cnt-ait.info/2024/03/27/jop-benevoles/>

Jeux Olympiques et Paralympiques : zone de non-droit syndical !

Samedi 23 mars, dans le cadre de la journée de formation des volontaires des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) à l'Arena de la Défense, des militantes et militants de nos organisations ont distribué un tract informant les participants de l'état du droit du travail quant à leurs conditions d'intervention aux JOP : le travail fourni va s'effectuer dans des conditions de subordination, y compris pour certains au bénéfice d'une société commerciale, il devrait donc relever du salariat et des droits qui y sont attachés .

Alors qu'une quinzaine de militantes et militants, signalées par des chasubles, distribuait tranquillement les informations syndicales à l'extérieur du périmètre de l'événement, ils ont été approchés au bout de vingt minutes de tractage par différents services de police. Les policiers ont d'abord pris leurs informations puis les ont interpellés

de nouveau pour leur demander de partir et d'enlever leurs chasubles. Lors de cette interpellation, nos militants ont fait l'objet d'un contrôle d'identité et leurs sacs ont été fouillés sans qu'aucun motif légitime ne soit invoqué. Des tracts ont été saisis. Certains policiers ont intimidé les militants, notamment en menaçant de les emmener au commissariat et de poursuites judiciaires. L'un des policiers s'est vanté de ne « pas avoir peur de faire des erreurs judiciaires » et de « s'en foutre de la loi, on verra devant le juge ».

Les volontaires ont par ailleurs réagi avec bienveillance à la diffusion de nos tracts, certains s'arrêtant pour discuter avec nous et nous remerciant de notre présence. Nous dénonçons la démesure du dispositif de sécurité et le comportement des policiers contre une action d'information sur les droits des « bénévoles ».

Le gouvernement prétend que les JOP sont une fête populaire mais s'en sert pour bafouer nos droits fondamentaux, à commencer par celui de la libre expression pourtant garantie constitutionnellement. Il est inadmissible que les organisations syndicales, associatives ou politiques soient intimidées et ne puissent exercer leur droit à communiquer et informer dans l'espace public.

ASSO Solidaires ; CGT TEFP; CNT-AIT Paris Banlieue; CNT-RP ; Saccage 2024 ; Solidaires 93

Télécharger le communiqué en PDF : <http://cnt-ait.info/2024/03/27/jop-volontaires>



ABOLIR L'ÉTAT.

Peut-être conséquence de la situation du monde aujourd'hui, les questionnements sur l'État, son origine, son rôle etc... suscitent de nouveau l'intérêt. Conférences, articles dans des revues ou dans des grands quotidiens, se multiplient. Pour nous anarchistes, la question est tranchée : l'État est l'ennemi du genre humain.

Pendant des centaines de siècles, les hommes ont vécu « sans foi, sans loi, sans roi » (c'est ainsi que les « conquistadors du nouveau monde » qualifiaient les tribus primitives qu'ils découvraient) dans une relative harmonie avec le milieu naturel ; la taille des populations était adaptée aux ressources offertes par la nature (si les sociétés primitives sont responsables de la disparition de quelques espèces animales, elle n'ont pas pendant toutes ces durées immenses causé de dégâts majeurs aux écosystèmes).

Puis, il y a quelques dizaines de siècles, est apparu l'État, les sociétés humaines jusqu'alors non hiérarchisées se sont divisées entre dominants et dominés, entre exécutants et dirigeants. Nul ne sait pourquoi les humains ont choisi à un moment de leur histoire de se donner des maîtres mais ce dont on est sûr, c'est que cet événement n'avait rien de fortuit car il a coïncidé avec nombre d'innovations, tant sociales que techniques qui ont révolutionné la vie des sociétés humaines.

Les historiens, ont largement décrit et commenté ces innovations mais ils ont peu insisté sur le fait que la naissance des états avait à voir avec l'apparition des inégalités de richesse entre les humains. Non seulement, les sociétés se sont divisées en dominants et dominés, mais concomitamment entre riches et pauvres, entre propriétaires de richesses matérielles et propriétaires uniquement de leur force de travail. La simultanéité de ces deux événements, apparition de l'État et apparition de l'inégalité, n'a en soi rien d'étonnant : il est impossible d'imaginer une société divisée entre riches et pauvres sans

l'existence d'une institution chargée de protéger les riches du légitime appétit des pauvres. Remarquons que si une société divisée en classes est impossible sans État, l'inverse est également vrai : une société organisée autour d'un État est nécessairement divisée en classes antagonistes.

L'histoire nous en a donné suffisamment d'exemples ; chaque fois qu'un État a essayé d'abolir les classes sociales, en nationalisant par exemple la totalité des richesses, on a assisté à partir des personnels liés à l'État à la recreation d'une classe dominante régnant sans partage sur le reste de la société. C'est que la fonction première de l'État est de défendre ses intérêts donc ceux de la classe dominante, de protéger les riches de l'appétit des pauvres.

Le fait que l'État moderne ait ajouté à ses pouvoirs traditionnels (pouvoir de faire les lois, de les faire appliquer et de sanctionner les infractions à la loi) des fonctions sociales, se donnant ainsi une apparence de bienfaiteur des pauvres, ne change rien à sa nature profonde. En redistribuant aux classes pauvres une partie des richesses indûment captées par les classes riches, l'État ne modifie en rien la hiérarchie sociale : seule la méthode change, le but reste identique.

Dans la vie des sociétés humaines, l'apparition de l'État et des inégalités a donc marqué le début de la guerre des classes et de la guerre des États entre eux. Pour remplir sa fonction de protection de la classe des exploités contre les menaces tant intérieures (révolutions sociales) qu'extérieures (ambitions des états concurrents), l'État compte d'abord sur la force ; c'est de sa force, de sa puissance que dépend sa crédibilité. Or la force d'un État est d'abord fonction de l'importance de la population qu'il contrôle et c'est bien pour cela qu'il va par tous les moyens chercher à augmenter sa population.

On sait que la croissance de la population diminue avec l'amélioration des conditions de vie, le développement de l'instruction et le recul de l'influence des religions ; les États vont

donc mettre en place des politiques natalistes, criminaliser l'avortement et les méthodes contraceptives et surtout par le biais de la religion, exalter la famille et la maternité.

Ces politiques, tout au long de l'histoire ont pleinement montré leur efficacité car, alors que pendant les premières époques de l'humanité, la population mondiale ne s'était accrue que très lentement, on assiste depuis la création des états à une croissance continue et à une formidable accélération depuis deux siècles. De un milliard en 1800, aujourd'hui, plus de huit milliards d'individus habitent notre terre, dont une grande majorité a été transformée en consommateurs depuis l'invention catastrophique du capitalisme.

Pour satisfaire l'inarrêtable appétit de marchandises de ces foules, tous les moyens de production ont été industrialisés à outrance et cette industrialisation s'est faite et se fait aux dépens de la nature et de la biosphère. Aujourd'hui, les grands équilibres naturels qui sont à la base de la vie sur notre planète menacent d'être rompus et les

dirigeants politiques, enchaînent forums et conférences, établissent des plans et promulguent des lois qui toutes ne visent en réalité qu'à pérenniser le système actuel.

Énergies soi-disant vertes, voitures électriques et autres gadgets qualifiés d'écologiques ne sont que les hochets que les gouvernants, effrayés par les menaces qui s'accumulent, agitent devant les yeux des populations pour leur faire croire que la situation est sous contrôle, que le pire n'arrivera pas.

En fait, toutes ces gesticulations n'ont pour objectif que de nous faire oublier que tout ce qui arrive est la conséquence nécessaire de l'organisation de la société et que l'État qui se présente comme la solution est en réalité le problème. Ce n'est qu'en transformant radicalement ce système, en abolissant l'État et les inégalités que l'on pourra mettre en œuvre des solutions, d'écologie radicale et libertaire qui permettront à l'humanité d'échapper aux catastrophes annoncées.

A propos de l'antifascisme...

Si l'antifascisme est en quelque sorte pour nous anarchistes une évidence politique et stratégique dans le sens où l'on se retrouve à l'absolu opposé des valeurs et des moyens déployés par le fascisme, il est également évident qu'en participant à ce genre de rassemblement nous devons souligner:

- que le fascisme n'est pas un "accident" historique mais une possibilité (plus brutale) parmi les différents modes de gouvernance contribuant à maintenir en place une élite bourgeoise et un système

économique basé sur l'exploitation,

- qu'il intervient toujours "par et pour le haut" contrairement à ses prétentions "sociales" qui ne sont que promesses électoralistes sur un terrain qui a d'ailleurs largement été déserté par la gauche de gouvernement ou parlementariste, lui facilitant l'essor qu'on observe,

- qu'à ce titre nous resterons opposés aux logiques de type "front commun républicain" qui enterrent la lutte de classe et la volonté de transformation sociale et promeuvent l'élection d'un "moins pire" pour faire barrage au pire.

Je me souviens des manifestations de 2002 lors du face à face Chirac/

Le Pen. À Toulouse avec la CNT AIT et les JL -Jeunes libertaires, nous prônions "l'abstention révolutionnaire"...

Le "barrage" du vote Chirac a effectivement empêché l'accession potentielle sur le moment au pouvoir du FN, mais a également ouvert la voie à une vingtaine d'années de politiques les plus antisociales possibles, de droite, de gauche puis macroniste, les différents gouvernements s'enchaînant et s'harmonisant de plus en plus avec l'idéologie néo libérale. Le dernier en date s'appuyant largement sur un ensemble de postures et de pratiques de l'extrême droite...

Même si la situation d'urgence peut souvent nous pousser dans nos retranchements, même si constamment la vie au sein de ce système semble nous condamner individuellement à des compromis, il me paraît que si nous, anarchistes ne pouvons porter collectivement le message d'un projet de transformation sociale radicale révolutionnaire sans compromission avec les différentes formes de gouvernement et de variantes du capitalisme, qui le fera ?

La période est hyper sombre et certes loin d'être révolutionnaire mais il faut bien qu'on s'y colle. On repart de loin....

BRUITS DE BOTTES !

Samedi 16 mars 2024. 17h05 environ. Gare de triage de Saint -Jory (31). Observé, un long train en attente, porteur de nombreux véhicules militaires (jeeps, blindés). Estimé par GPS d'une longueur d'un peu plus de 400 mètres.

Proposition à une convention de la paix

En attendant que la guerre soit à jamais bannie des rapports entre les Hommes.

ARTICLE UNIQUE. — Tout individu ayant, du fait de sa position sociale, une influence sur le peuple, et qui aura en temps de paix incité à la guerre ou laissé croire que celle-ci pouvait régler un quelconque conflit, sera d'office versé, en temps de guerre, dans les troupes de choc quels que soient son rang, son âge et ses aptitudes physiques.

(C) Copyright: Revue Défense de l'Homme, Avril 1950, N°19, page 25.

(.) Copyleft: Domaine public.



Le débat, et surtout le débat contradictoire nous semble essentiel pour qui a l'ambition de développer une pensée et une pratique critique et même révolutionnaire. Les pages du journal sont ouvertes à des réflexions qui sans forcément être celle de l'ensemble des militants de la CNT-AIT sont une invitation à ce débat. Nous vous proposons ci-après une contribution d'un compagnon de Lille, sur le thème de l'éducation qui nous semble particulièrement important de débattre. N'hésitez pas à nous envoyer vos commentaires ou propositions pour contribuer en écrivant au journal.

FAIRE AVEC L'ECOLE POUR NOTRE PROJET ANARCHISTE (Partie 2 – Agir !)

Dans un précédent numéro d'Anarchosyndicalisme !, nous avons vu, sans oublier ses maints défauts, que l'Ecole-Education nationale n'est plus le lieu de formatage, d'endoctrinement et de reproduction sociale qu'elle était jusqu'à la fin du 20ème siècle, et nous avons admis qu'une grande majorité des personnels travaillant en son sein se vouent, autant que possible, malgré les lourdeurs et entraves du système scolaire d'Etat, à l'épanouissement des jeunes, partageant en cela (souvent sans le savoir) nos idéaux pédagogiques voire politiques.

En conséquence de quoi, il semble que, de diverses façons, nous puissions désormais « faire avec l'Ecole » et l'instruction obligatoire en faveur de notre projet révolutionnaire anarchiste

(instaurer une pédagogie libertaire et œuvrer à l'avènement de la société anarchiste) plus facilement qu'il ne l'était possible autrefois, profitant des brèches qui nous sont ouvertes :

1) Pour cela, je propose en préalable que nous nous interdisions tout discours qui ne serait que négatif à l'encontre de l'Ecole et de l'instruction obligatoire, car les conséquences d'une telle position pour les jeunes qui nous lisent ou nous écoutent, pourraient être de les pousser à rejeter celles-ci sans chercher d'autre solution d'instruction, ce qui serait forcément dommageable pour eux sachant

que, dans la société actuelle, la plupart des décrocheurs scolaires non diplômés sont voués à l'exclusion sociale ou aux emplois précaires et à l'exploitation, voire pour une minorité d'entre eux à la délinquance. Or nous ne sommes ni cyniques ni nihilistes : nous n'avons pas pour but de conduire les jeunes dans une impasse et/ou dans une situation misérable au nom de notre lutte contre l'Etat et ses institutions. C'est pourquoi toutes nos critiques de l'Ecole et de l'instruction républicaines doivent s'accompagner de propositions concrètes, positives et abordables dès aujourd'hui (et non pas seulement pour la société anarchiste à venir), pour l'instruction des jeunes, que ce



soit en dehors ou au sein de l'actuel système scolaire d'Etat ... Et quant aux jeunes (et leurs parents) qui ne se satisferaient pas de nos propositions ou pour qui elles ne seraient pas adaptées, nous ne saurions trop les encourager à « faire avec l'Ecole publique », à s'efforcer d'y profiter de tout ce qui s'y trouve de positif et d'intéressant pour eux et pour leur avenir, car pire que de subir l'Ecole-Education nationale et l'instruction obligatoire serait de les fuir sans recevoir par ailleurs une instruction permettant plus tard de vivre confortablement et librement au sein de la société actuelle...

2) Cela étant dit, il me semble qu'en tant qu'anarchistes, la solution la plus facile et la plus cohérente que nous ayons à proposer pour éviter aux jeunes la scolarisation d'Etat, se trouve dans le boycott de ses établissements scolaires par la promotion de l'instruction (libertaire) en famille. Cela nous placerait en effet en accord, d'une part, avec notre affirmation selon laquelle l'Etat est peu efficace en toutes choses, instruction des plus jeunes comprise, et, d'autre part, avec notre confiance en l'autonomie et en la responsabilité des individus, dont celle des jeunes. Nous pourrions donc, au nom de l'anarchie, devenir une force de soutien pour les jeunes (et leurs parents) faisant le choix de l'instruction (libertaire) en famille, à l'instar d'associations, quant à elles apolitiques, comme Les Enfants d'Abord (LED'A) ou Libres d'Apprendre et d'Instruire Autrement (LAIA).

En dehors de cette option radicale, nous pouvons aussi résister, lutter et agir au sein même de l'Education nationale.

3) Nous pouvons ainsi encourager les jeunes anarchistes intéressés par cette voie professionnelle à orienter leurs études vers l'accès aux métiers de l'enseignement afin qu'ils mettent en place dans les classes et établissements scolaires publics, une fois devenus enseignants, une pédagogie libertaire comme le font actuellement au sein de l'Education nationale de nombreux adeptes de pédagogies alternatives (pédagogies Freinet, Montessori, Oury ou Collot; classes coopératives et/ou inversées, ouvertes, uniques ou multi-niveaux ; école du 3ème



type, etc...), sachant que, du fait de la liberté pédagogique garantie à chaque enseignant, chaque professionnel de l'Education nationale est libre d'organiser sa gestion de classe et sa pédagogie comme il l'entend et notamment de les cogérer avec les élèves. De plus, il faut savoir que l'Education nationale permet aux enseignants partageant les mêmes convictions pédagogiques de se regrouper au sein d'un même établissement, par le jeu des mutations, jusqu'à établir un projet d'établissement conforme à leurs convictions pédagogiques communes, auxquelles devra souscrire ensuite tout enseignant postulant pour un poste dans cet établissement. Au sein de l'Education nationale, nous pourrions ainsi favoriser l'émergence d'un réseau croissant d'enseignants et d'établissements scolaires appliquant une pédagogie libertaire, qui rendrait actif, visible et probant notre projet anarchiste.

4) En tant qu'anarchosyndicalistes, nous pouvons aussi promouvoir la pédagogie libertaire et nos idéaux auprès de tous les enseignants de l'Education nationale en leur adressant nos écrits (revue ou simple lettre, mensuelle ou occasionnelle), individuellement ou de façon groupée à l'adresse de chaque établissement scolaire, selon nos moyens financiers et humains, comme le font d'autres syndicats, avec l'espoir que de plus en plus d'enseignants se mettent à appliquer une pédagogie libertaire et rejoignent notre mouvance anarchiste voire notre syndicat.

5) Si le nombre d'enseignants libertaires au sein de l'Education nationale venait à grandir, nous pourrions peu à peu créer des établissements scolaires sous-contrat, (ce qui limiterait les besoins financiers puisque dans cette hypothèse le salaire des enseignants serait pris en charge par l'Education nationale) ou hors-contrat, (Cela serait bien évidemment l'idéal puisqu'en tant qu'anarchistes nous voulons nous affranchir de la tutelle de l'Etat mais cela poserait le problème du financement des établissements créés d'une part, et du salaire des enseignants d'autre part, sauf si ces derniers exercent par ailleurs un autre métier rémunéré leur permettant d'intervenir bénévolement dans nos écoles libertaires) avec ceux d'entre ces professionnels qui, forts de leur expérience pédagogique acquise au sein des établissements scolaires de l'Education nationale, souhaiteraient quitter les lieux scolaires d'Etat pour s'inscrire dans un projet d'établissement libertaire, les établissements scolaires que nous créerions devenant alors des « vitrines » pour nos idéaux et notre projet anarchiste, surtout si nous leur donnons des appellations suffisamment explicites par exemple en s'y référant à leurs spécificités et à des pédagogues anarchistes renommés: école autogérée Francisco Ferrer, communauté d'éducation libre Jakob Robert Schmid, centre d'éducation intégrale Paul Robin...

6) Nous pouvons aussi conseiller aux jeunes et à leurs parents de revendiquer une pédagogie plus libertaire au sein des classes et

établissements scolaires de l'Education nationale et de ne tolérer aucune dérive autoritaire d'enseignant ou d'équipe éducative. A chacun de choisir, selon ses convictions, les moyens les plus appropriés d'agir en ce sens : relation directe avec l'enseignant concerné, recours hiérarchique, création d'un comité d'élèves et/ou de parents d'élèves, changement d'établissement, etc...

7) Nous pourrions enfin lutter ardemment contre les établissements privés catholiques élitistes où s'amorce la reproduction sociale des classes sociales dirigeantes, en dénonçant la contradiction entre leurs idéaux religieux proclamés (ceux affirmés par leur messie, tels qu'ils sont relatés dans le Nouveau Testament qui dénonce les inégalités, les riches et le culte de la richesse, le souci de paraître, de dominer, de s'élever au-dessus des autres, l'individualisme, etc...) et leurs pratiques pédagogiques (sélection par l'argent -du fait de frais de scolarité élevés- et par le dossier scolaire pour n'admettre en son sein que les « bons » élèves issus de familles riches ; notes, classements, élitisme servant à exclure de l'établissement les « mauvais » élèves ; organisation des seules filières générales prétendues d'excellence visant les études supérieures supposées prestigieuses ; bachotage, etc...) par des collages d'affiches et d'autocollants ainsi que des distributions de tracts afin d'interpeller les jeunes dénutrés dans ce genre de lieux malfaisants...

F. B (Lille)

A PROPOS DE L'EDUCATION:

L'article « Faire avec l'école pour notre projet anarchiste » paru dans AS 185 appelait à un débat. Voici donc ma contribution à l'amorce du débat.

1. L'éducation concerne chaque personne.

Chacun de nous a eu, a ou aura un vécu personnel avec l'institution scolaire. C'est même souvent le rapport émotionnel qu'on a, ou a eu, avec elle, qui construit notre représentation du système scolaire, ce qui souvent, implique que les personnes qui se sont senties exclues ou qui l'ont été, continuent à l'être, en tant que citoyens, laissant le champ libre aux « experts » que seraient les politiques qui se passent d'ailleurs de ceux qui ont une expertise : les enseignants !

Je crois que l'éducation doit être une des préoccupations premières que les anarchosyndicalistes doivent prendre à bras le corps. Débattre,

et construire des propositions autour du sens d'un projet éducatif cohérent et conforme à leurs aspirations émancipatrices et libertaires.

2. Alors que Blanquer n'est plus ministre, mais que sa réforme s'applique et s'amplifie chaque jour davantage,

quels sont les parents qui connaissent les phases du recyclage des élèves qu'induit « Parcoursup » qui permet également à 10 % des bacheliers d'être privés de l'accès à l'enseignement supérieur alors que l'obtention du Bac le leur donne de droit ?

Quels sont ceux qui savent qu'à la rentrée, le tri sélectif va se mettre en place dès la sixième et cinquième du collège par le biais des groupes de niveau et va se préparer dès l'école élémentaire, pour se poursuivre au lycée ? Qui sera dans la poubelle bleue ?

Qui sait qu'au moins 23 % des personnes qui « enseignent » aux

enfants sont des contractuels sans formation, recrutés au mieux par France Travail, mais aussi par les sites internet de petites annonces « Le Bon Coin » et autres du même acabit ? Exemple : dans un collège de Haute-Garonne, à la rentrée, un contractuel enseignait la technologie. Aujourd'hui, il enseigne l'histoire dans le même collège ! Personnellement, je ne suis pas capable de dire ici, sur quelle base sont recrutés ces contractuels, mais, je suis capable d'affirmer que chaque fois qu'un parent, qu'un élève croit s'adresser à un enseignant, il doit d'abord se demander à qui il a à faire !

Bref, actuellement, le gouvernement tente de mettre un adulte face à une classe, pas forcément un enseignant.

Le saviez-vous ? Depuis Blanquer, 12 000 postes d'enseignants diplômés ont été fermés !

3. Par sa formation, l'enseignant acquiert une expertise sur la/les pédagogie(s), sur la conduite d'une classe forcément hétérogène, sur la connaissance des ressorts à mettre en place pour que l'enfant devienne élève, c'est-à-dire qu'il soit en capacité d'apprendre pour lui-même et en coopération avec les autres... Cette formation basique est elle-même de plus en plus grignotée en durée et au profit de recettes de formatage tant aux savoirs qu'aux devoir-être plutôt qu'aux savoir-être.

4. Le projet éducatif d'économie libérale est de plus en plus lié aux demandes patronales :

il s'agit d'assurer un réservoir toujours plus large et flexible de travailleurs précaires, peu éduqués à penser, c'est-à-dire capables de critiquer, de créer seul et collectivement, et, au final, d'imaginer collectivement un autre futur et de le construire. Imposer le déterminisme social et le mérite républicain, est donc un bon moyen d'éviter la lutte collective.

5. Pour moi, l'enseignement privé sous contrat n'a pas sa place dans un projet d'éducation nationale,

mais, il fait quand même partie du problème. Pour information, les écoles privées sont financées à, au moins, 75 % par l'état et les collectivités territoriales. : Salaires des enseignants, coût de fonctionnement par élève, subventions diverses allant de la réfection, voire de la construction de locaux à la participation à des projets « pédagogiques » spécifiques. Ce financement des écoles privées prive l'enseignement public des moyens de sa mission première d'instruction de tous, au profit d'une seule mission sélective.

De plus, l'état finance à 90 % la formation des personnels du privé,

lui-même à 96 % catholique, et, cette formation « libre » de tout contrôle d'état dans ses contenus est seulement soumise à l'accord du diocèse !

6. Militariser la jeunesse : Le Service National Universel sera généralisé sur temps scolaire. Ce qu'on a pu voir des expérimentations fait peur : Des jeunes de collège et même de quelques classes primaires, apprennent, en treillis et dans l'établissement scolaire, à faire des clés de bras et à poser des bracelets/menottes à leurs camarades. Bien sûr, dans la joie, le jeu et le rire, chacun apprend à se soumettre à l'autorité en uniforme et à soumettre le copain à l'autorité qu'a donné l'uniforme tout en apprenant à « détecter » le délinquant, le terroriste ! Quand la violence de l'uniforme est légitimée à l'école, par le cadre du SNU, c'est qu'on a déjà franchi la limite du respect de la conscience individuelle et qu'on est déjà en train de raconter, d'écrire une autre histoire bien inspirée celle-là du « maréchal nous voilà » !

Macron-Attal-Belloubet viennent de sortir le stage en entreprise obligatoire en seconde. Si le jeune et sa famille disposent d'un réseau, le jeune pourra trouver une entreprise d'accueil pour l'effectuer. Si sa famille a du réseau et de l'argent, il pourra l'effectuer à l'étranger. Si malgré toutes ces possibilités, l'élève ne trouve rien, il pourra faire un stage SNU en lieu et place du stage entreprise !!! Quels sont les élèves qui vont faire du SNU en lieu et place du stage entreprise ? Quelle est la proportion d'élèves du privé et du public qui feront le stage SNU ? Enfin, quel est le sens de ce « U » pour universel ? C'est avant tout un contresens : Cet « Universel » est national, voire nationaliste et va à l'encontre de la liberté de conscience qui elle, comme valeur universelle, doit s'exercer, en tant que droit de l'humain, sur l'ensemble de la planète. À moins, qu'en bonne dictature impérialiste, la France ne demande un SNU sur l'ensemble de la planète... Bon, il est vrai que nombre de « démocraties » utilisent déjà leur SNU maison pour contenir une jeunesse qui pourrait se rebeller. (Grèce, Finlande, Danemark, Autriche, Estonie, Norvège, Chypre, Russie, Suisse, Ukraine, Israël, et 85 autres pays non-inclus dans les républiques totalitaires dans lesquelles la militarisation de la jeunesse est constitutive du régime.)

Voilà, pour faire court, et sans développement, quelques-uns des questionnements que j'aimerais voir aborder dans un forum sur l'éducation, lequel pourrait déboucher sur une brochure.

J, Montauban

L'Assemblée Antimilitariste Anticapitaliste: Une initiative motivante et à soutenir

Squat, tiers lieu, athénée libertaire, maison du peuple ou bourse du travail peu importe la dénomination. Ces lieux de rencontre et d'échanges, d'expérimentation sociale, tout simplement de vie et d'envie du « Commun » contre la tentation du repli sur soi, sont trop rares pour manquer l'occasion de les fréquenter et modestement participer à leur dynamisme.

Depuis novembre 2023, au 1er de l'Impasse Lapujade à Toulouse, un squat s'est ouvert. Le lieu est accueillant bien documenté.

Une « Assemblée Antimilitariste anticapitaliste, » tient ses réunions régulièrement et partage son temps en réflexion de fond (réflexion collective) venant alimenter des propositions d'actions à réaliser par qui veut s'en saisir. Nous -militants de la CNT-AIT- les avons rencontrés lors de la soirée que nous avons organisée au CRAS LE 16 février dernier : Contre toutes les guerres, Soutien aux insoumis et déserteurs de toute la planète en présentant l'initiative Olga Tarartuta. Soirée intéressante et rencontre chaleureuse, ils nous ont invités en

retour à passer à leur prochaine assemblée.

Après avoir fait plus ample connaissance quant aux objectifs poursuivis, antimilitarisme, « antifascisation » de la société, anticapitalisme, etc... nous partageons l'essentiel des valeurs et de la conception de la lutte, action directe et sabotage. Les trois « débriefs » d'action -Customisation des « vélib's » toulousains, distribution de tract contre l'école de la guerre, contre la collaboration avec l'industrie d'armement nous ont convaincus aussi nous avons proposé de nous joindre à leurs initiative et à la réflexion de fond.

Des compagnons ont ainsi participé à une distribution de tracts antimilitaristes à la fac de science Paul Sabatier le 7 mars. (Texte L'université Paul Sabatier, c'est de la bombe ! Disponible en ligne <http://cnt-ait.info/2024/03/08/paul-sabatier-bombe>)

Nous avons également participé à l'Assemblée du 12 mars. Le mode choisi et retenu pour cette soirée a pris la forme d'une lecture collective de la brochure « Contre toutes les guerres, sauf les guerres justes ? Des ravages du moindre mal et de l'anti-impérialisme en milieu anarchiste. »

Au fil de la lecture tout participant pouvait interrompre celle-ci et soit l'enrichissait, soit interrogeait le texte et l'Assemblée sur le sens de l'écrit en rapport avec notre compréhension militante de la situation

réelle que nous vivons tous. Guerre « juste » « guerre civilisée contre guerre criminelle », guerre sociale ou lutte sociale, guerre de classe, comme autant de pièges et mythes inventés par le système pour accréditer la nécessité meurtrière – nationalisme, union sacrée et concorde sociale, défense naturelle contre l'agresseur-cachant ainsi l'unique objectif de ne rien changer au système lui-même. Autoritarisme, décisions liberticide et contrôle social... Mais aussi antimilitarisme militant et pacifisme, quelle signification et quels actes ?

Deux heures et demie pleines, riches d'échanges et d'apprentissage collectifs et de qualité. A poursuivre !



Être gouverné

ce texte distribué écrit par un compagnon paysan et distribué lors du Salon de l'Agriculture, lors de l'occupation du stand du Ministère de l'agriculture par des bergères et bergers en colère

=====

« Être gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni le titre, ni la science, ni la vertu...

Être gouverné, c'est être, à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussion né, pressuré, mystifié, volé ; puis, à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré. »

(Proudhon, Idée générale de la Révolution, 1851)

Pour une paysannerie Autonome et solidaire !

Oui il y a d'autres moyens de lutte que les coups de pub médiatiques, la cogestion, la collaboration avec les institutions Étatiques et la

« contre-proposition réaliste et responsable.

Agricultrice, agriculteur, pourquoi il y a une nécessité de s'organiser sur des bases anarchosyndicalistes ?

Parce qu'aucun syndicat institutionnel ne vous dira qu'il est urgent d'en finir avec le productivisme assassin, qu'il faut détruire le capitalisme qui nous fait crever en nous mettant en compétition les uns avec les autres, et que nous devons mener cette libération de concert avec tous les travailleurs, pour l'émancipation de tous les individus.

Organisons-nous pour un syndicat sans petit chef, sans bureaucratie, sans salarié, en plein cœur de toutes les luttes sociales avec les jeunes, les précaires et les salariés pour une société égalitaire et solidaire : une société communiste anarchiste !

Ni dieu, ni maître ! Terre et Liberté



IVG : opération « récup » et rideau de fumée constitutionnel

Dans les médias ou dans les quartiers généraux des partis politiques, tout le monde se félicite de l'inscription de l'avortement dans la Constitution : de nouveau la République éclaire le Monde et libère la Femme ...

Par ce geste, l'Etat et ses serviteurs cherchent surtout à se donner le beau rôle et à faire oublier que pendant plus de cents ans, depuis la loi infamante de 1920 interdisant toute méthode de contraception, (ils se sont surtout farouchement opposés à toute idée même de limitation des naissances, au nom de la Patrie et du Capitalisme qui avaient besoins de petits soldats et de petits travailleurs.

TOUS les partis sans exception – des partis progressistes ou libéraux aux partis conservateurs en passant par le Parti Communiste même(1) – ont lutté activement CONTRE ceux qui diffusaient cette idée, à commencer par les anarchistes ...

Cette reconnaissance Etatique de l'IVG ne doit pas endormir notre vigilance : comme le rappelait en 1937 Solidaridad Obrera, le journal anarchosindicaliste de Barcelone, après que l'IVG ait été légalisé pendant la Révolution espagnole par un décret pris par le Conseiller de la santé -un anarchosindicaliste- : « Rien ne s'obtient en publiant des lois et des décrets dans les journaux officiels si le peuple ne les fait pas siens »(2).

Or précisément, le rideau de fumée de l'inscription dans la Constitution ne doit pas nous faire oublier qu'en décembre dernier, le même Président de la République a promulgué un décret qui visait précisément à restreindre le droit de l'accès à l'IVG : ce décret autorisait les sages-femmes à pratiquer l'IVG instrumentale mais imposait la présence de quatre médecins superviseurs : un médecin compétent en matière d'IVG instrumentale, un gynécologue-obstétricien, un anesthésiste-réanimateur et un radiologue interventionnel !!! En ces temps de pénurie de personnel (Le nombre de gynécologues a en effet chuté de 52,5% entre 2007 et 2020, soit 1022 médecins en moins en 13 ans), cela revenait à restreindre, de fait, la capacité de ces professionnelles de santé à pratiquer l'acte, et donc aux femmes d'y accéder. Cette entrave à l'accès à l'IVG, dans un contexte où la demande est en hausse puisque en 2022 près de 232.000 avortements ont été pratiqués contre 216.000 en 2021, est particulièrement criante dans les petits centres situés dans les déserts médicaux qui parviennent déjà difficilement à proposer suffisamment de rendez-vous d'IVG aux femmes qui souhaitent avorter.

Le prétexte du gouvernement pour mettre en place cette restriction était la possibilité de complications graves, certes réelles mais « qui restent rarissimes. Elles sont moins fréquentes que lors d'un accouchement » comme le rappelle Caroline Combot, présidente du principal syndicat des sages-femmes, l'ONSSF (Organisation nationale syndicale des sages-femmes).

Cette exagération de la part de l'Etat du risque n'est pas anodine et correspond à une stratégie établie de longue date qui vise à effrayer les femmes voulant recourir à l'IVG. Déjà dans les années 1900 (!!!)

Paul Robin avait décrit cette stratégie de diabolisation de l'avortement: « Sans doute la presse serve et servile fait grand étalage des accidents d'avortement (...). C'est un mot d'ordre de police et de politique, une vieille habitude, jalousement entretenue, de maltraiter les « faiseuses d'anges », d'invectiver contre les « mères coupables ». Si elle signalait avec la même attention et la même ardeur les accouchements qui se terminent par la mort des parturientes, la presse s'encombrerait. Les accidents mortels qui peuvent survenir au cours de la grossesse, lors de l'accouchement et après, sont en effet fort nombreux et les traités d'obstétrique consacrent des chapitres à leur énumération, au moyen de les prévenir et d'en triompher. Le « bluff » anti-abortif n'a qu'un but : empêcher le peuple de profiter des progrès de la médecine et de la chirurgie, réserver aux riches la suppression des maternités indésirées. »1. On le voit, même une fois que l'IVG ait été reconnu par la loi, ce sont toujours les mêmes vieilles ficelles qui sont utilisées ...



Car l'intérêt de l'Etat n'est pas celui de la population. On ne peut pas compter sur l'Etat pour nous protéger, et l'inscription de l'IVG dans la constitution n'est qu'une manœuvre pour que nous relâchions notre vigilance. L'appel récent de Macron au « réarmement démographique » est un appel à augmenter la natalité et donc des attaques sont à prévoir de la part de l'Etat contre l'accès à la contraception et singulièrement à l'IVG, alors que dans le même temps le même Etat promeut l'accès à la

Gestation pour autrui (GPA) et autres technologies de marchandisation des corps. Nous ne pouvons pas compter non plus sur les partis politiques pour nous défendre car tous sans exception – de l'extrême gauche à l'extrême droite – ils sont TOUS pour le maintien du monstre froid de l'Etat qui nous opprime et nous prépare à la guerre.

L'inscription dans le marbre de la Constitution de la « liberté de l'IVG » veut faire oublier que cette liberté – comme toutes les autres – a été arrachée par des années de luttes et d'affrontements sans compromis, ni avec l'Etat ni avec les partis politiques. Et pour que cette liberté ne reste pas une formule gravée dans le marbre froid, comme le tryptique « liberté égalité fraternité » du fronton de nos mairies, pour qu'elle ne soit pas seulement « la liberté des riches » et de celles et ceux qui auront les moyens de se la payer, il nous revient de défendre l'exercice de cette liberté pour toutes et tous en nous organisant pour la faire respecter. Mais une organisation à la base, sans leader ni cheffesse, sans compromission avec le Pouvoir ni participation à aucune aux mascarades électorales et autres rideaux de fumée institutionnels.

Gabriel GIROUD, Paul Robin et l'avortement, L'En-Dehors, Mars 1937, numéro 304 ; en ligne : <http://cnt-ait.info/2024/03/07/Paul-robin-et-l'avortement>

(1)- Lors de l'affaire des « stérilisés de bordeaux » en 1935 – un réseau de vasectomie clandestine organisé par les anarchosyndicalistes locaux, l'Humanité déplorait en parlant de « la question de la natalité » : « les travailleurs anarchistes sont détournés par leurs dirigeants, au profit de pareilles billevesées, de la lutte contre leurs exploiters ... Alors que toutes les forces des travailleurs doivent être tendues vers la lutte pour le pain, contre le fascisme, pour la révolution prolétarienne, la bourgeoisie ne demande pas mieux que de voir des exploités s'égarer dans de pareilles histoires». CF. la brochure « les anarchosyndicalistes et la vasectomie dans les années 1930 : réseaux internationaux, pratiques et débats » disponible à télécharger en ligne <http://cnt-ait.info/2024/03/07/vasectomie-1930> ou au format papier en écrivant à CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE

(2)- Conquêtes de la Révolution :Légalisation de l'avortement, Solidaridad Obrera, 13 janvier 1937, numéro 1483, <http://cnt-ait.info/2024/03/06/conquetes-avortement> Pour les documents historiques et une analyse de la légalisation de l'avortement pendant la Révolution espagnole, on peut se référer à notre brochure : « La légalisation de l'avortement pendant la Révolution espagnole », disponible à télécharger en ligne <http://cnt-ait.info/2024/03/07/avortement-1936>

LA SANTE PAR LA REVOLUTION,
LA REVOLUTION PAR LA SANTE
LES ANARCHOINDICALITES ET LA SANTE
PENDANT LA REVOLUTION ESPAGNOLE (1936-1938)



Tome 4. La légalisation de l'avortement pendant la Révolution espagnole

EDITIONS **CNT-AIT**

ou au format papier en écrivant à CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE

Impressions sur la commémoration à Barcelone de l'assassinat de Salvador PUIG-ANTICH il y a 50 ans.

- Pour lui à Barcelone le « garrote vil » le 2 mars 1974,
- Pour nous la commémoration de son assassinat, du 1er au 3 mars 2024.

Nous nous sommes rendus à Barcelone pour la commémoration des 50 ans de son assassinat au « garrote vil » (comme tous les anars par Franco avant lui).

Il n'était pas qu'anar - communiste conseiller, catalan, proche du situationnisme, et autres tendances. Il lisait, il s'informait. Il était raisonnable, plus que d'autres, « l'Ambassadeur » son surnom par Maria Dynamite. Il était dans la lutte, en contact avec des ouvriers en grève (Harry Walker et autres), avec des membres d'associations, les Conseils ouvriers, en lien (comme d'autres du MIL) avec des membres de ce qui l'on dénommera OLLA.

Mais il fut impossible de le faire évader.

Le garroter, c'était le vouloir « quinqu » (voyou) ; d'ailleurs le même jour que lui fut exécuté comme lui à Taragone un autre soit-disant assassin de garde civil (à l'identité sciemment fausse : ni apatride, ni Polonais, qui ne s'appelait pas Heinz Chez, et était Allemand de l'Est).

Salvador, « el Metge » comme je l'ai connu, Gustave, Gustavo, était catalan membre du MIL (Movimiento Iberico de Liberacion ou 1000, mille fusils), résidant dans sa ville de Barcelone, allant à Toulouse, base arrière et ailleurs avec le MIL, voulant la propagande écrite (éditions Mayo 37, réédition de Pannekoek et Berneri et autres, folletos, revues CIA -Conspiracion Internacional Antifascista-) : le MIL, éditeur, traducteur, écrivain, braqueur – récupération nécessaire de fonds par les « atracos » des banques espagnoles (avec distribution du tract du MIL aux employés et leur peur de le prendre) - tapé sur IBM à boule, tamponné MIL).

Barcelone la belle si vivante.

Nous sommes arrivés jeudi soir - retrouvailles avec l'amie, grâce à elle, dans ce logement militant cénétiste où elle loge avec nous.



Salvador Puig Antich

30-05-1948

02-03-1974

Vendredi matin passé si vite ensemble.
L'après-midi nous partons les trois à la

bibliothèque « CRAI » de l'Université de Barcelone mais beaucoup de temps perdu (métro, bus, marche), 1 heure à peine dans ce lieu plein de la mémoire des Républicains - affiches, objets, dossiers. Je n'y retrouve pas mes archives perdues.

Un accueil formidable, peut-être parce que nous nous présentons.

Nous demandons aux deux dames de nous communiquer le dossier Salvador PUIG ANTICH. On parle. Faute de temps, nous lisons seulement la liste du dépôt - elles nous donnent la copie (qui est sur internet) qui me semble réduite.

Il faudra revenir : ouvert lundi à vendredi de 8 h à 20 h !

19 h / Vendredi 1er mars - A l'Athénée L'ARMONIA (salle d'un lieu officiel : ancienne filature, quartier Sant'Andreu) places réservées devant : beau spectacle avec des chanteurs-chanteuses militants espagnols, portugais, jeunes ou plus âgés - mais surtout, quelle foule, que de monde, trop de monde pour la salle archi-comble - des vieux certes, des demi-vieux et des demi-jeunes, des jeunes, le tout : une assemblée vivante et variée, un public animé - l'espoir des jeunes pour que l'avenir chante autrement gaiement que l'avenir gris que les officiels concoctent. Comme nous étions nombreux ! 100, 200, 300 ou plus sont venus, ont parlé, discuté. Je n'ai pas tout saisi (catalan, castillan, peu de français) mais compris j'espère l'essentiel.

Des intervenants « interviennent » : le journaliste, Raul RIBENBAUER mais une seule des trois sœurs de Salvador est présente qui est montée sur l'estrade en solidarité chanter avec une chanteuse talentueuse.

Dire, expliquer, c'est le cinquantenaire mais aussi une nouvelle commémoration - notre amie, qui fut compagne de Montes (Ignaci, un frère SOLE SUGRANYES, décédé il y a quelques années) a préparé son intervention qu'elle lira... Elle patiente longuement et je la plains de la tension qu'elle a. Du bruit dans la salle archicomble - elle est peu entendue. Mais elle n'est pas la seule. Elle a patienté près de la sœur de PUIG qu'elle nous présentera - avec elles, Sol, la coordinatrice de cette belle manifestation (Argentine qui a -c'est original- quelques problèmes administratifs). Je n'ai rien préparé et ne parlerai pas, impressions lourdes pour moi.

Bar en terrasse du lieu, tant de monde discute, on participe avant de rentrer en métro.

Nous serons 6 à l'appartement militant : l'amie, et puis Gabriel POMBO et sa famille, repas et discussions longues dans la nuit, en français.

11 h / Samedi 2, nous revoici à L'ARMONIA : débat intitulé, dit le programme, "PUIG et le MIL Cinquante ans après" (nous 3 arrivons très peu en retard dans une salle super-pleine et cette fois, pas de place).

Sur l'estrade, 4 intervenants : chacun donnent poliment son point de vue sans égratigner le voisin.

Il y a 2 anciens, Ricard DE VARGAS GALARONS de l'OLLA en lien avec le MIL, et Jean-Marc ROUILLAN, dit Sebas au temps du MIL, et la journaliste, Astrid SOLE (qui a écrit le fascicule pour la commémoration "Segon homenatge a Catalunya - un combat de l'autonomia obrera" avant le livre à paraître) et Gabriel POMBO DA SILVA (plus de 30 ans d'emprisonnement et de lutte, ROUILLAN 28) avec chacun sa vie militante.

On doit être une bonne quarantaine à partir à pied manger à LA CINETIKA, un lieu occupé, grand squat à salles multiples plein d'activités (vestiaire et jeux gratuits) salle de cinéma ... Des dames maghrébines nous ont préparé un délicieux couscous végétarien. LA CINETIKA, caisse participative - on récolte des tracts, des infos, large public de tout âge (donc ouf plein de jeunes ici aussi).

Au 1er étage dans le hall, l'exposition: « Salvador PUIG ANTICH i el MIL ». Pleins les yeux, les souvenirs au cœur.

Depuis quelque temps ou quelques années, l'amie nous a expliqué qu'il existe une interrogation : y avait-il des femmes au MIL ? Nous, nous savons qu'elles étaient présentes, militantes et sympathisantes, amantes, aimantes, amies, relations, compagnes, participantes, complices - locations autos, appartements ici et là (Toulouse et Barcelone) repérages de lieux, portages de matériels, tracts, revues, livres, etc. Non aucune pour les « atracos », et le Metge était de ceux qui ne voulaient pas.



PUIG a acquis au fil du temps une « compagne » reconnue, Margalida, 20 ans en 1974, qui a une chanson dédiée, Margalida. Il lui a écrit pendant sa détention. Lui, tel que nous l'avons cotoyé, que je l'ai cotoyé, disait ne pas vouloir s'engager - militant, le danger, au jour le jour, avec la nostalgie de la Suisse, avec envie de mieux jouer de la guitare, chanter, lire. ...

Pour l'exposition, des photos féminines avaient été demandées et ont été transmises. A la trappe.

Quasi pas de photos de femme à cet expo (oui ses sœurs).

Pourtant : Queso avec Quesita (Maria Augustias) elle, à 17 ans, condamnée à 5 ans d'emprisonnement ... et Eva, compagne du Secrétaire, Maria-Luisa avec Pedrals, et puis Aurora avec l'un l'autre ... Salvador retrouvait une Gemma parfois à l'appart de Barcelone (leitmotiv pour nous ; « il faut dégager ce qui est compromettant » sur son chemin), une Toulousaine près de Saint-Sernin à Toulouse, il était charmant.

Du monde toujours, en bas dans le grand hall, à l'étage à l'expo près des salles et on discute.

17 h 30 / nous attendons le film de José MOLINA « A Salvador PUIG ANTICH » et celui de Sofian ACHABE, « Dias de suenos y plomo ». La salle n'est pas pleine - mais j'y suis, touchée par le passé.

18 h 30 / Horaire inscrit sur le programme ; « Débat sur les luttes actuelles ».

Nous croyons avoir le temps d'y aller après le ciné. Nous n'entendons pas l'info en catalan - débat avancé et commencé à l'heure du film.

On a perdu la copine catalane, allée au débat. Elle s'est fait allumer et nous n'étions pas avec elle, ni Gabriel, ni son épouse (déjà partis comme ils nous en avaient prévenus vers un autre rassemblement).

Elle s'est fait rembarquer comme une malprope, nous dit-elle, par de gros machos de la quarantaine qui n'ont pas vécu la période MIL mais estiment avoir la vérité - alors que le MIL était multiple, inclassable, avec au moins 2 branches, si ce n'est 3, qui pouvaient s'entremêler : la théorique (ceux qui impriment et ceux qui écrivent, préparent, prennent les contacts) et les actifs directs (qui eux aussi contactent, peuvent écrire, voyagent, récupèrent explosifs et matos, braquent), ceux qui sont de l'une et l'autre branche comme Victor (Oriol). L'amie a raconté cette période forte mais eux ont monté leurs grosses voix- anars machos ? elle n'en est pas revenue ! elle est mal de notre passé.

Quand nous sommes entrés dans la salle avant le rendu du débat (ciné fini) elle nous a raconté mais a refusé de dire QUI, n'a plus voulu intervenir. Nous aussi sommes restés silencieux, arrivés à 18 h 30, en fait juste avant les conclusions : ils parlent de grèves et d'actioⁿs -air connu- des luttes actuelles et à venir, sans doute plus vives qu'à Toulouse et plus réprimées.

Un peu de baume au cœur en discutant, en grignotant et buvant à la cafétéria. Dur d'intervenir en catalan ou castillan, on baragouine, je reprends l'habitude..

Pluie.

Nous rentrons fatigués à l'appartement. Nous décidons de ne pas repartir pour le concert à 22 h, à l'Athénée, à Trinitat Nova. On capitule, dommage (la veille nous avons trop veillé et peu dormi tous les trois avec les très sympas Gabriel et son épouse). Si le concert avait été dans le même quartier, on y serait resté un moment.

11 h / dimanche 3, commémoration au cimetière de Montjuïc. Il ne pleut pas.

Après le métro, rendez-vous pour être embarqués en fourgonnette - chance car c'est vraiment loin et haut sur la colline.

Une case pour Salvador parmi des dizaines de milliers d'autres, case où sa famille a eu un jour l'autorisation de mettre une "belle"

plaque, son nom (sa famille a placé pour lui une discrète petite croix) . Il avait 26 ans et nous avions le même âge.

(Nous avons vu dans Montjuïc d'autres cases presque anonymes, avec un nom ou une date, ou les deux : des exécutés ? ou des noyés anonymes ?).

A Montjuïc, étaient présents plus d'une centaine au moins de personnes, - bien sûr Ricart (nous étions dans le même véhicule) une soeur de PUIG et son mari, Jean-Marc ROUILLAN et sa compagne, d'autres, la foule - peut-être plus de vieux mais pas que - le chanteur portugais qui a vécu en France, la guitariste, des cénétistes de L'Hospitalet avec leur drapeau (le seul), leur bouquet et son petit carton rouge-noir qu'ils accrocheront sur la plaque du Metge, le maximum de fleurs accrochées à sa plaque (mais pas de place pour toutes les fleurs) présents tous



ceux qui ont porté leur cœur et leur esprit de lutte - déclarations et chants. Mais lui est mort à 26 ans.

Nous deux décidons de redescendre tranquillement à pied, la vue est belle, la vie est belle avec tant de nostalgie au cœur - nous avons le temps d'aller tranquillement au quartier Vallcarca à l'inauguration de la fresque murale du PUIG pour 17 h. On flâne dans ce lieu immense.

Presque à l'entrée du cimetière une voiture avec 5 jeunes nous interpelle.

Nous baragouinons catalan castillan - Mais nous sommes Français ! Avez-vous vu la tombe de Durruti ? - Non on ne sait pas où elle est - et voir celle de Ferrer. - Prenez la dernière route à droite avant la sortie, nous y allons aussi. On y retrouve les Gascons. (Pour moi, plus d'autocollants CNT-AIT à coller, que celui SNU et je le colle).

Il y a trois tombes égales : à gauche, Ferrer, au milieu Durruti, à droite Facerias : sur le

piquet de la ville sont simplement indiqués leurs noms et les dates, naissance et mort - 36 pour Durruti et Facerias. La ville n'a surtout pas fait de proxétisme. (grande tombe-casier d'un syndicaliste non loin).

Nous déambulons tranquillement aux Puces de Montjuïc juste en bas, et arriverons à l'avance à Vallcarca. Lieu de la fresque repéré (une placette née de la destruction de maisons ouvrières) on a le temps de manger un morceau dans un lieu sympa.

17 h / Inauguration de la grande fresque représentant Salvador avec le créateur, membre d'un collectif.

On arrive juste - du monde, 60 à 100 personnes sous le vent. On n'a pas croisé Jean-Marc ROUILLAN et sa compagne.

C'est elle qui téléphone demi-heure après : oui on était là, eux repartis très vite - nous ne nous sommes pas vus. Je suis sûre de figurer sur l'enregistrement vidéo. Ont parlé 3 personnes dont le peintre . On n'attrape pas toutes les paroles en catalan mais l'ensemble, comme on connaît l'histoire. Bière ou tisane d'hibiscus et cacahuètes - on reviendra au chaud de la petite cafétéria sympa avant de reprendre le métro pour rentrer.

Rude journée encore, kilomètres avalés.

Echange de paroles. Sentiments qui remontent. L'artiste a peint le PUIG le visage un chouia trop large, mais bravo la performance, c'est une belle oeuvre colorée !

Au bout de ces trois journées, on a rencontré et parlé, et rencontré du monde, pas autant peut-être qu'espéré, aussi comme on le redoutait - tellement de monde - art de l'esquive pour moi.

La plupart des ex du MIL absents, nous ne les avons pas revus. Ils n'ont pas souhaité venir (ils allèrent à d'autres commémorations, je ne le fis pas, c'était trop vif, j'étais dans une autre vie). Expérience qui remue, temps ancien qui remonte.

Joie de revoir Barcelone après plus de vingt ans. Envie d'y retourner.

Dimanche soir. On mange à l'appartement cénétiste (mon téléphone est bloqué, on oublie de prendre des photos, il y a pourtant un article sur eux qui revinrent en Espagne

AGENDA

**Nos permanences hebdomadaires,
Tout les samedi de 17H à 19H.**

Le Collectif des Travailleurs de l'Aéronautique et d'Ailleurs Organise régulièrement des réunions sur la situation économique du secteur de l'Aéronautique
facebook : @collectif.travailleurs.en.lutte
Pour tout renseignement contactez : CNT-AIT Toulouse
7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):
Continue ses actions en faveur des réfugiés et notamment des mineurs isolés. Nous avons besoin de votre soutien ! Nous sommes aussi demandeur de soutien sous forme de temps à partager pour nos activités, de fournitures scolaires ou produits de première nécessité. n'hésitez pas à passer aux permanences le samedi après midi a notre local, pour un moment de partage.

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des personnes qui se retrouvent dans les principes, tactiques et finalités de l'Anarchosyndicalisme, et souhaitent commencer à oeuvrer localement pour diffuser nos idées et nos pratiques.

Si vous aussi vous souhaitez créer localement une initiative CNT-AIT, ou rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à prendre contact avec nous par mail (contact@cntaitoulouse.lautre.net) ou par courrier (CNT-AIT, 7 rue St Rémy 31000 TOULOUSE)

Pour en savoir plus :

Déclarations de principes et statuts de la CNT-AIT
<http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141>
L'Anarchosyndicalisme en question et Fédéréseau : <http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme>

dans une revue, et sur d'autres militants). Trois courses au petit supermarché à côté (nombre de magasins ouverts jusqu'à 23 h !...).

Lundi 3 mars, car à midi mais on a décidé de partir tôt, avoir le temps. On débarque du métro à l'Arc de Triomphe que je reconnais. A deux pas, la gare de France. A quatre pas la mer que nous ne verrons pas. A trois pas de ce bâtiment militaire où eurent lieu les deux procès "sumarissimo" des membres du MIL. L'avocate toulousaine M-Christine ETELIN y assista. Tribunal d'exception, tribunal franquiste. Dès le deuxième jour de son procès, le 9 janvier 1974, PUIG ANTICH écopa de deux peines de mort - et fut exempté d'une !!!
Oriol SOLE SUGRANYES (26 ans) et Jose Luis PONS LLOPET (18 ans - déjà 30 ans de prison pour lui au procès avec Salvador) dans un second procès échappèrent à la peine de mort requise. Peines de prison, 30, 60 ans (cumul des peines comme aux Etats-Unis) moins d'années pour les autres du MIL (en prison franquiste : aller à la messe 1 semaine de prison en moins par messe, mais aussi l'occasion de rencontrer ses amis).

Mort de Franco en novembre 1975. Loi d'amnistie en octobre 1977. Mais Salvador PUIG ANTICH avait été exécuté le 2 mars 1974. Puis, lors de l'évasion de Ségovie (24 membres de l'ETA, 2 du FAC, 1 du PCEi et 2 du MIL); le 6 avril 1976, Oriol SOLE SUGRANYES fut abattu (3 balles) près de la frontière à Aurizberri.
= 2 militants du MIL assassinés.

Aurora

N'oubliant pas qu'avant la mort de Franco, sont encore assassinés une douzaine de personnes (et blessés des centaines) :

- 27/09/1975 fusillés 5 membres de l'ETA à BURGOS, et 3 du FRAP à HOYO DE MANZANARES,
- 03/03/1976 abattus 5 grévistes sortant d'une église gazée par la police à VITORIA-GASTEIZ,

SUR LE SITE: <http://cnt-ait.info>



1er Mai :

Partout où ils sont présents, les militants de la CNT AIT et leurs sympathisants s'associeront à tous ceux qui luttent contre ce système inique et suicidaire, résistants à la guerre, insoumis, déserteurs, travailleurs en lutte, femmes opprimées, etc... Ils affirmeront que ce système, fondamentalement injuste, inégalitaire, mortifère et suicidaire peut être vaincu, qu'un autre monde est possible et que son avènement ne dépend que de nous.

Camping d'été :

Enfin rappelons que comme chaque année depuis plus de 30 ans la CNT AIT organisera du dimanche 28 juillet au samedi 3 août son camping annuel sur un terrain arboré, au bord d'une rivière à l'écart d'un village du sud Aveyron. Toutes les activités du camping (pratiques : courses et cuisine des repas pris en commun etc...) ou culturelles (conférences, séances de formations ...) sont auto gérées par les campeurs qui décident en assemblée. Tous les lecteurs du journal y sont cordialement invités. Pour plus d'info, voir avec un militant de la CNT AIT ou écrire au journal.



HIROSHIMA, MON SOUCI

*Après avoir lu la brochure de la CNT-AIT intitulée "Prestige de la terreur", de Georges Henein, je me permets de vous faire parvenir ce texte plus tardif du même auteur, qui me paraît complémentaire du premier.
Un lecteur du journal Anarchosyndicalisme!*

On vient d'apprendre qu'avant le lancement de la première bombe atomique sur le Japon, quelques savants ont manifesté leur trouble. Il y avait tout de même de quoi !

Dix-huit ans après la démonstration fulgurante que l'on sait, les archives ultrasecrètes de l'histoire nucléaire américaine ont laissé filtrer certains détails sur l'offensive de scrupule qui précéda l'offensive tout court. Car il fallait qu'il y eût scrupule pour que le champignon soit légitime. Qu'est-ce qu'un crime sans scrupule préalable sinon un mauvais fait divers donc nul enquêteur ne voudrait ?

Nous sommes en mai 1945. La bombe est prête. Il ne s'agit plus que d'en faire usage. L'Allemagne a déjà capitulé. Le Japon résiste encore. Mais point n'est besoin d'avoir accès aux chancelleries ou aux états-majors pour comprendre que la guerre touche à son terme. Les Japonais s'accrochent toujours au terrain. C'est le dernier baroud. Ainsi le veut leur tradition de l'honneur. À Washington cependant, Truman s'affaire. Il consulte ses conseillers militaires, les experts, les savants. Il s'apprête à prendre, en effet, ce que l'on appelle aujourd'hui une grande décision morale. Le général Marshall, rendons-lui cet hommage, n'était pas très chaud pour la bombe atomique. On sent bien que l'objet lui répugne. Il voudrait que l'on instruisse l'adversaire des vertus de la bombe en faisant sauter un objectif purement militaire, un arsenal ou une base de la flotte nipponne. Les savants, eux, sont partagés. Sept d'entre eux groupés autour de James Franck, prix Nobel de physique, sont hostiles à l'emploi de la bombe. Le physicien hongrois Leo Szilard insiste pour qu'un avertissement solennel soit adressé au Japon avant tout recours à l'arme absolue. Il écrit dans ce sens à Truman, mais celui-ci ne recevra jamais sa supplique. Trop de gens importants encadrent le président et jouent les Ponce Pilate en se lavant les mains à l'eau lourde. Chose curieuse, Oppenheimer dont on a fait, par la suite, un humaniste sensible à la tragédie nucléaire se sépare de ses collègues les plus hésitants et ne voit aucune objection à en finir avec Hiroshima.

C'est comme cela qu'un matin du mois d'août Truman appuya sur le bouton. Il ne fut pas jugé à Nuremberg car les vainqueurs ne passent

jamais en jugement. Il désirait, paraît-il, hâter la fin des hostilités, épargner des vies américaines. C'est un alibi qui peut figurer dans tous les dossiers. En vérité, si Truman souhaitait abrégé l'effusion de sang, il disposait d'un moyen fort simple et peu coûteux pour atteindre son but. Un contact diplomatique pris à Stockholm ou à Berne avec les représentants du Japon eût permis d'obtenir - moyennant quelques télégrammes chiffrés - une paix qui n'aurait pas été un lendemain d'apocalypse.

Ce qui intrigue le plus dans ce déballage de remords radioactifs, c'est que l'on pose toujours la question Hiroshima et jamais la question Nagasaki. À supposer que le lancement de la première bombe ait répondu à une nécessité impérieuse, que faut-il penser de la seconde. Rien apparemment, puisque personne n'en parle. C'est donc qu'elle est entrée dans les mœurs. L'essentiel est de ne pas nous persuader qu'elle en soit sortie.

Notre époque est vulnérable moins parce qu'elle accepte la guerre que parce qu'elle s'enivre du mythe du savant. Elle croit pouvoir réconcilier dans le savant l'homme de savoir et l'homme de sagesse. Profonde erreur. Le savant aujourd'hui est un employé comme les autres. Un chef de bureau de la terreur. Assis sur ses équations, il administre ses neutrons et ses protons avec des soins de vieil avaré. Bien sûr, de temps à autre on nous informe que le savant est inquiet. Et le monde aussitôt de s'attendrir. Songez donc, ce beau savant qui lit à travers les mystères de la création veut bien s'offrir le luxe d'un moment d'inquiétude. Mais il convient de ramener le phénomène à de plus justes proportions. L'inquiétude du savant, c'est quelque chose comme la crampe de l'écrivain ou le hoquet de l'alcoolique. Un des tics du monde moderne.

Ce dont on aimerait s'assurer ce n'est pas que le physicien nucléaire soit la conscience de l'atome. C'est qu'il ait un atome de conscience.

[Non signé]

Jeune Afrique (septembre 1963)

In : Georges Henein, Œuvres – p.735-736 – Denoël, 2006

Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ...

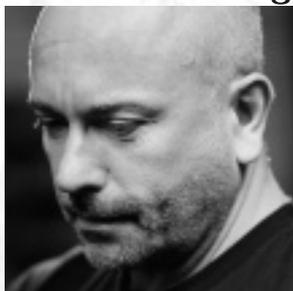
Nous venons d'éditer une nouvelle série d'autocollants rouges et noirs, du plus magnifique effet pour égayer les rues de vos villes et quartiers. Plusieurs modèles sont disponibles (en plus des 3 présentés ici). Nous demander la liste complète par mail (contact@cnt-ait.info)

Nous les envoyons par paquet de 25, 50 ou 100. (vous pouvez mélanger les modèles). Le prix (port compris) est de 2,50 € pour 25, 5 € pour 50, 7,50 € pour 100 exemplaires.



Nécrologie

Que la tierra te sea ligera



ADIOS COMPAÑERO

Co-fondateur des Jeunes Libertaires en 1993, militant et chanteur accompli dans les manifestations de l'époque, Franck nous a quitté le 26 février dernier. Ceux qui te connaissaient te garderont en mémoire, Francky, dur au cœur tendre. Nous transmettons toute notre sympathie à la famille et aux proches. "Sois le changement que tu veux voir dans le monde"...

"Quand les copains m'ont appris la nouvelle de ta disparition, ça a été un choc pour moi. Des souvenirs de notre jeunesse me sont revenus, des intenses rigolades, des chants à plein poumons, de la camaraderie à toute épreuve, des coups de gueule aussi parfois. Tu étais entier, sans compromis et quand tu faisais quelque chose c'était toujours à fond. Quand fin 1992, entre les quelques jeunes qui fréquentions le local de la CNT-AIT de Toulouse, l'idée germe de créer un petit groupe, des compagnons d'autres villes nous suggèrent de créer comme eux une "coordination libertaire étudiante". Mais cela aurait signifié nous séparer de toi, qui était déjà engagé dans les galères de la vie, alors que la plupart d'entre nous étions lycéens ou étudiants. Quand nous concrétisons notre projet début 93, nous décidons alors collectivement que nous serons les Jeunes Libertaires. un pour tous, tous pour un. Puis quand nous avons décidé de sortir un fanzine, il me semble bien que c'est toi qui a eu l'idée de ce titre devenu mythique : "il était une fois la Révolution, con !", clin d'oeil au film de Sergio Leone mais avec l'accent toulousain ! Avec les évolutions de la vie, nous nous sommes perdus de vue. Mais ton souvenir restera au cœur de tous ceux qui t'ont connu et apprécié. Que la terre te soit légère, compagnon !"

SOLIDARITÉ OLGA

TARATUTA, avec les déserteurs, les pacifistes, les réfugiés d'Ukraine, Russie et Belarus. Entretien avec Pierre CNT AIT.

Emission Si Vis Pacem, 18 avril 2024.

Animation Bernard Baissat

<https://www.youtube.com/watch?v=XBuffyWH5Io8>

brochures récentes de la CNT-AIT

la CNT-AIT édite régulièrement des brochures sur des thèmes variés : philosophie, stratégie, syndicalisme, histoire du mouvement ouvrier, libre-pensée, luttes internationales, ... Nous avons plus de 40 titres en catalogue. N'hésitez pas à nous écrire pour le recevoir"



- Les traditions oppriment les femmes
- Détruisez le mouvement de makhno

Toutes les brochures, sont à 2 Euros, écrire à CNT AIT, 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse

Contre les massacres en cours à Gaza, soutenons les jeunes déserteurs Israéliens.

Les massacres du 7 octobre du Hamas sont venus interrompre un double processus qui était porteur d'espoir de paix : d'une part ils ont ressoudé autour des islamistes la population Gazaoui qui pourtant manifestait le 30 juillet dernier contre le Hamas en criant "nous voulons vivre", d'autre part ils ont également ressoudés autour du gouvernement d'extrême droite la population Israélienne qui pourtant manifestait depuis des mois contre Netanyahu. Même la gauche israélienne a basculé dans le camp de la vengeance aveugle et terrible. Seuls une poignée d'individus refuse de succomber à la haine, comme nos compagnons anarchistes de Anarchyin48 qui manifestent au côté de "Debout ensemble" pour exiger l'arrêt des massacres à Gaza (cf. leur interview sur le site <http://cnt-ait.info>). Le jeune Tal Mitnik, quant à lui est retourné une troisième fois en prison pour avoir refusé de rejoindre l'armée israélienne, et il y retournera certainement encore après sa libération prévue mi-avril, car il s'obstine à refuser d'être complice. Dans sa lutte contre la barbarie militaire et guerrière, il a été rejoint par Sofia Orr (en Israël les jeunes femmes aussi sont soumises à l'enrôlement) et récemment par Ben Arad. A leur tout ils ont été jeté en prison dès qu'ils ont fait connaître leur position : « Les combats ne ramèneront pas les otages. Ils ne

ressusciteront pas les morts. Ils ne libéreront pas les Gazaouis du Hamas et n'apporteront pas la paix. Au contraire, les combats continueront à tuer des otages, à menacer davantage de Juifs et de Palestiniens, à perpétuer le règne des organisations terroristes à Gaza et à garantir qu'il n'y aura pas d'horizon pacifique ». Pour les soutenir moralement, on peut envoyer des courriels à Mesarvot, un réseau politique d'objecteurs de conscience israéliens : info.mesarvot@gmail.com.



À propos de la situation en Haïti : Ce n'est pas de la révolution, encore moins de l'anarchie

« Pourquoi nous parlons si peu d'Haïti, et ce, seulement quand ça va mal, très mal même ? » Cette question, tous les médias occidentaux se la posent, ou devraient le faire. Comme tentative de réponse : ce serait peut-être parce que les mauvaises nouvelles font plus facilement recette. Tant pis. Tant pis aussi si la République D'Haïti (son nom officiel, il faut le dire) a mauvaise presse.

Mais il n'y a que cela à rendre compte. Il y a aussi la joie de vivre de ce peuple, sa résilience face à tous ses déboires. C'est pourquoi l'objet de ce texte est de démontrer, ou du moins de démentir, une propagande médiatique qui sévit à l'international. Et il m'a paru que la France, à travers son système médiatique, n'a pas été épargnée. Ainsi à défaut de vous confirmer les fantasmes des uns et des autres, je parle d'un peuple qui souffre et qui cherche sans relâche les moyens de son émancipation. Il semblerait qu'il y aurait une certaine révolution à l'œuvre dans le pays avec à sa tête un chef de gang notoire. Certains le clament haut et fort. Le journaliste Jon Lee Anderson a même fait le

déplacement depuis les États-Unis pour le New Yorker pour prendre son point de vue (1). Ainsi le chef de gang en question a eu une occasion en or pour se faire une image internationale. Il a eu toute la latitude pour tout exposé. Et le journaliste de clamer à la fin de cette intervention : « malgré

son discours sur la construction de la Nation, il semble plus être un bandit qu'un révolutionnaire. ».

Allez savoir, maintenant, pourquoi ceux qui dépouillent et tuent sans merci ont le droit et la possibilité de faire voyager leurs voix et mensonges dans des grands canaux internationaux et pas ceux qui en souffrent ou qui combattent ces malfrats et leurs patrons locaux et internationaux (2). D'un autre côté, certains en doutent, et essaient par-là, tant bien que mal de relativiser ce premier discours. Sans aucune information de premières mains, ils

doutent quand même : « un révolutionnaire qui dirige d'une main de fer, terrorise etc. »... Néanmoins ce n'est pas suffisant.

De plus, ce ne serait pas le premier cas de figure de l'Histoire. Assez souvent ceux qu'on appelle « révolutionnaires » se prennent pour des sauveurs et se croient tout permis. Ils viennent avec leurs solutions (et théories) toutes faites et prennent les gens qui devaient être les acteurs pour leurs cobayes.

Ce qui se passe en Haïti, là maintenant, n'a rien d'une révolution. Ni de politique, au sens où ceux qui commettent ces actes auraient une certaine volonté ou idéologie politiques.

Mais il n'en est rien pour ce qui est du cas d'Haïti. Et ce texte est précisément écrit pour convaincre le lecteur d'enlever purement et simplement cette idée ou possibilité de sa tête. Ce qui se passe en Haïti, là maintenant, n'a rien d'une révolution. Ni de politique, au sens où ceux qui commettent ces actes auraient une certaine volonté ou idéologie politiques. Rien de tout cela. Les actes peuvent être réduits à de la criminalité en vue de tirer profit, d'intimider, terroriser,

et même des crimes gratuits. Si on peut les attribuer le rôle d'exécuteurs d'un plan macabre (une forme de « nécropolitique »; une formule inventée par l'État haïtien ou ses alliés pour réaménager la capitale du pays; pardonnez le cynisme, mais la réalité est encore pire), ceci ne peut être que secondaire. Je veux dire que ce vernis de politique a été fabriqué de toute pièce. Et ces alliés internationaux sont pour beaucoup. Et ce à deux niveaux. D'une part, par l'intermédiaire des médias, et d'autre part, parce qu'il semble qu'une certaine frange de ce groupe a le projet d'amnistier ces mêmes gangs qui détruisent tout sur leur passage. En guise de stratégie, ils se démènent pour leur attribuer un statut de groupe à caractère politique. Mais c'est bien compter, mal calculer. Puisque ce plan n'aboutira pas.

Et quand on ne parle pas de révolution ambiguë, on dit que c'est de l'anarchie. Et là encore ils ont tout faux. Et je ne vais pas m'éterniser sur la différence entre anarchie, chaos et anomie. Parce qu'en général les gens ont toutes sortes de blocage et croient ce qu'ils veulent à ce sujet, indépendamment de leur niveau de connaissance du Grec ancien. Une fois que le gouvernement perd ses moyens, on crie tout de suite d'anarchie. Comme quoi, puisqu'il doit toujours avoir un commandant et des commandés, peu importe ce qui existe en absence du gouvernement, surtout si cela permet de mieux relater l'idée du fantasme du gouvernement et la hiérarchie, est de l'anarchie. C'est un mot qui va et vient dans toute l'histoire d'Haïti. On dirait même que c'est un "État anarchique". Curieux oxymoron. Le fait est que, si c'était de l'anarchie, ce serait plutôt les concernés eux-mêmes qui s'organiseraient pour gérer leur vie et ce qu'ils produisent. Sans hiérarchie et sans commandement. C'est cela l'anarchie, qui veut dire, entre autres, absence de commandement, sans fondement, au sens de l'anarchisme. Et ce que vit la société haïtienne dans sa globalité, c'est plutôt un chaos planifié et coordonné. Mais contrairement à un certain autre discours teinté de misérabilisme et de condescendance qui tente de naturaliser la situation, ces

problèmes ne tombent pas du ciel.

On peut tenter de faire la genèse de cette criminalité qui fait rage dans le pays. Ses sources sont profondes et nombreuses, je ne peux que l'esquisser ici sans développer la thèse à proprement parler. Entre autres, on peut la faire remonter aux Politiques d'Ajustement Structurel des

grands organismes internationaux, dont FMI et la Banque Mondiale. Par l'imposition de leurs politiques néolibérales, ils ont forcé des gouvernements à privatiser des entreprises publiques et réduire les dépenses publiques. De plus, ces mêmes politiques ont détruit l'agriculture du pays, et implanté des zones franches pour exploiter des ouvriers et ouvrières. Ces politiques ont été la cause d'une grande migration interne qui a abouti à la bidonvilisation.

On peut aussi lier cela au marché des stupéfiants et des armes entre les États-Unis et les pays de l'Amérique latine dont Haïti est une plaque tournante. La disponibilité de main d'œuvre de jeunes qui vivent dans de mauvaises conditions socio-économiques dans les bidonvilles, associée à la circulation ou la disponibilité des armes, ces deux conditions réunies offrent déjà l'occasion pour la formation des gangs de quartier.

Mais l'intervention des politiques, comme toujours, va empirer la situation. Et ce n'est pas uniquement le gouvernement ou l'opposition, mais les deux. Ces groupes sont utilisés pour gagner des élections et pour contrôler les quartiers qu'ils tiennent déjà en otage. Sans oublier des groupes gangs montés ad hoc par des politiciens.

La situation est plus qu'alarmante. Au-delà des médias qui en parlent comme s'il s'agissait d'une révolution mal nommée, au point qu'ils parviennent à camper à l'international un chef de gang comme un quelconque révolutionnaire ou figure politique, et qu'il jouit d'une grande popularité. Au-delà aussi des gens qui font comme s'il s'agissait d'un film, du déjà vu; certains en plaisantent même (serait-ce de



l'humour blanc ?)... Il y a même un rappeur américain d'origine haïtienne (Jackboy) qui a mis récemment la photo de ce chef de gang sur son profil Instagram. Le mot révolution ou toute association d'une certaine volonté politique aux gangs doit être abandonné. Parce que cette propagande participe d'une volonté de banaliser la situation tout en désarmant de plus en plus les gens qui deviennent sa proie. Ce chaos planifié et coordonné comme dit tantôt menace de tout engloutir. Il devient difficile de réfléchir et de faire le point dans un tel contexte où on a l'impression à chaque fois que la réalité nous dépasse ou nous échappe. Il devient alors difficile de la saisir, même intellectuellement, encore moins d'agir sur elle. Ce n'est pas là l'aveu d'une défaite ou d'une fatalité. Mais je crois que tous les acteurs ici en Haïti ou ailleurs qui font face à une situation similaire doivent savoir s'avouer qu'ils font face à une situation d'impuissance, même temporaire, pour pouvoir la surmonter. On doit se préparer, et continuer de lutter pour renverser la situation. Pour que les gens accèdent au pouvoir de mener leur vie, qu'ils s'organisent pour vivre libres, en égaux et solidairement. Ce serait là, même sans le nommer, de l'anarchie.

(1) <https://www.newyorker.com/magazine/2023/07/24/haiti-held-hostage>

(2) Cet article (<https://nypost.com/2024/03/10/world-news/haitis-barbecue-gang-leader-behind-revolt-to-oust-prime-minister/amp/>) du New York Times qui cite un autre du The Guardian présente le chef de gang en question comme l'homme le plus puissant du pays.

J. S.

Barbarie au soudan : un appel à l'aide des anarchistes du Soudan.

Dans le précédent numéro du journal Anarchosyndicalisme, la CNT-AIT se faisait l'écho de l'appel à la solidarité des anarchistes du Soudan.

Depuis que le 15 avril 2023 une terrible guerre a éclaté entre deux factions militaires – les Rapid Support Forces (ou milices Janjaweed) contre l'Armée officielle - les civils vivent dans un climat de "pure terreur" à cause d'un "conflit impitoyable et insensé", dénoncé par l'ONU dans une indifférence générale.

Au moins 15 000 personnes sont mortes et plus de 26 000 blessées, mais ces chiffres sont certainement sous-estimés. Il y a 11 millions de déplacés internes, 1,8 millions d'exilés, 18 millions de personnes sont en risque aigu de famine. 8 millions de travailleurs ont perdu leur travail et leur revenu. 70% des zones n'ont plus d'eau ni électricité, 75% des hôpitaux sont détruits, 19 millions d'étudiants ont arrêté leurs études, 600 établissements industriels ont été détruits et pillés, ainsi que 110 banques, 65% de l'agriculture a été détruite, 80% des intrants (fertilisants, pesticides, machines agricoles et moissonneuses) de la zone irriguée de Geziera – la plus grande du monde – ont été pillés et détruits ...

Le silence médiatique et militant qui entoure le Soudan permet aux militaires des deux camps de commettre un véritable génocide en toute impunité. Le conflit qui oppose les deux clans à de nombreuses composantes : ethnique, avec son cortège de génocides réciproques ; « impérialiste », car chacun des deux groupes qui s'affrontent est soutenu par différentes puissances étrangères qui convoient le Soudan pour ses ressources naturelles et pour sa localisation stratégique. Mais surtout il s'agit d'une guerre « contre-révolutionnaire ». En mettant le pays à feu et à sang, elle a fait s'effondrer les espoirs de la révolution civile et démocratique. Et a poussé sur les routes de l'exil de nombreux militants engagés dans la révolution. En déstabilisant complètement le pays, cette guerre permet aux cadres de l'ancien régime de rester en place sans être jugés pour les crimes qu'ils ont commis durant des décennies (durant la dictature militaire puis du coup d'Etat). (Source : SudfaMedia, Média participatif franco-soudanais <https://sudfa-media.com>)

Les Comités révolutionnaires, auxquels participent nos compagnons anarchistes, essaient de maintenir leur activité, mais cela devient de plus en plus difficile, avec l'escalade de la violence des deux factions militaires.

Suite à l'appel à la solidarité, nous avons reçu plus de 1200 euros (dont 200 euros des compagnons du Forum anarchiste de langue Kurde, KAF) qui ont pu être transmis aux compagnons soudanais. Cette solidarité leur a permis d'organiser des distributions humanitaires de couvertures, de produits d'hygiène (protections périodiques, savon, dentifrice), de lait infantile. Un espace d'accueil pour les enfants a été organisé, avec du matériel pour dessiner et aussi des cours élémentaires, permettant aux enfants de s'échapper un peu de la folie de la guerre.

Mais aujourd'hui la situation devient véritablement impossible. La violence des groupes militaires se déchaîne. Les milices Janjaweed se comportent en barbares envers les civils. Ils ont assassiné notre compagne Sarah après l'avoir violée. De leur côté les soldats arrêtent et torturent les révolutionnaires en les accusant d'être alliés au Janjaweed. Nos compagnons ont besoin de se mettre à l'abri dans les pays voisins de manière urgente. Nous relayons leur appel désespéré au mouvement anarchiste international.

Si vous souhaitez contribuer à la solidarité, vous pouvez adresser vos chèques à l'ordre de CNT AIT à ; CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE, ou alors sur la plateforme PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/cntait1> Salutations des camarades révolutionnaires du Soudan à tous les anarchistes du monde



Après que le régime ait tenté de détruire et de démanteler la glorieuse Révolution de décembre, le déclenchement de la guerre du 15 avril, qui a provoqué le déplacement de 15 millions de Soudanais, la souffrance de toute la population, le début de la famine et la détérioration de la situation humanitaire. Et maintenant les brigades islamiques ont lancé des campagnes ciblant les révolutionnaires et procédé à de nombreuses arrestations et renoncements.

Le groupe des anarchistes soudanais vous invite à vous solidariser avec lui pour qu'il puisse continuer sa grande activité de libération et la reprendre y compris depuis l'étranger.

Nous souhaitons votre contribution pour mettre à l'abri hors du pays certains compagnons menacés d'arrestation arbitraire.

A bas le régime militaire fasciste, A bas les brigades Janjaweed
Non à l'arrestation des révolutionnaires, Non à la torture des révolutionnaires

Vive la Révolution libre de décembre !

Rassemblement des anarchistes Soudanais